



GRUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES INITIATIVES
DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Première réunion ministérielle de 2022
8 juin 2022
Los Angeles, États-Unis d'Amérique

OEA/Ser.E
GRIC/M.1/doc.58/22 corr. 1
7 septembre 2022
Original: espagnol

RAPPORT FINAL

La première réunion ministérielle du Groupe d'évaluation de la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC) de 2022 s'est tenue le 8 juin au Los Angeles Convention Center, aux États-Unis d'Amérique. La réunion était présidée par Son Excellence Antony Blinken, Secrétaire d'État des États-Unis, et 31 délégations y ont participé. La liste des participants a été publiée sous la cote [GRIC/M.1/doc.56/22 rev.2](#).

Allocution du Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, Antony Blinken

Le Secrétaire d'État, M. Antony Blinken, a souhaité la bienvenue aux ministres des relations extérieures des pays participant au Processus du Sommet. Il a également remercié les équipes de négociation pour leurs efforts, en particulier les représentants du Canada, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Guyana, de la Jamaïque, du Panama, du Pérou, de la République dominicaine et de l'Uruguay, pour avoir coprésidé les groupes de travail informels du GRIC chargés des cinq axes thématiques du Sommet : santé et résilience, transformation numérique, énergie propre, durabilité environnementale et gouvernance démocratique.

Le Secrétaire d'État Blinken a également souligné que tous les défis soulevés dans les documents sont de nature transfrontalière, mais que si les problèmes sont interconnectés, les solutions le sont également. À cet égard, il a déclaré que pour relever ces défis, il fallait combler le fossé entre la politique intérieure et la politique étrangère. Après avoir récapitulé les cinq documents qui seront adoptés par les chefs d'État et de gouvernement, il a souligné qu'une grande partie de ce processus avait consisté à écouter les citoyens, et a annoncé que ces derniers seraient un partenaire clé dans la mise en œuvre des engagements.

Les remarques du Secrétaire d'État sont publiées sous la cote [GRIC/M.1/INF.19/22](#).

Allocution du Secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA), M. Luis Almagro

Le Secrétaire général de l'OEA, M. Luis Almagro, a remercié le Président de la réunion, le Secrétaire d'État Antony Blinken, et a salué les ministres des relations extérieures, les coordinateurs nationaux pour les Sommets et les représentants du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC). En outre, en sa qualité de secrétariat technique et de mémoire institutionnelle du processus des Sommets, et en tant que président du GTCC, il a salué le pays hôte.

M. Luis Almagro a souligné que, dès sa conception, le Sommet a été pensé comme un espace où les dirigeants démocratiques peuvent travailler à la prospérité du continent américain. Tout en se félicitant des progrès réalisés en matière de prospérité, de démocratie et de sécurité dans les Amériques, il a déclaré que certains défis subsistent. Dans cette optique, il a fait remarquer que le Sommet offre l'occasion de répondre aux questions liées à la santé, à la transition énergétique, à la transformation numérique, à la défense des principes de la démocratie, aux dynamiques sociales et sécuritaires et aux questions de migration. Dans le même temps, il a exprimé son soutien aux priorités du Sommet qui doivent être identifiées par le biais d'un dialogue avec la société civile, les coordinateurs nationaux, le secteur privé et les autres parties prenantes.

Enfin, il a souligné la nécessité d'élaborer un programme collectif pour promouvoir la coordination multilatérale dans le système interaméricain, et a déclaré que le système ne se termine pas avec le Sommet, mais commence avec lui. Il a ensuite souligné que les institutions régionales, ainsi que les Nations Unies et les banques multilatérales, ont été activement impliquées tout au long des négociations.

Examen du projet d'engagement politique Plan d'action sur la santé et la résilience dans les Amériques

Le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, M. Antony Blinken, a présenté le projet de document sur la santé pour examen par les délégations. En l'absence de commentaires, il a déclaré adopté le Plan d'action sur la santé et la résilience dans les Amériques.

Examen du projet d'engagement politique Programme régional pour la transformation numérique

Le Secrétaire d'État des États-Unis a présenté le projet de document sur la transformation numérique pour examen par les délégations. En l'absence de commentaires, il a déclaré adopté le Programme régional pour la transformation numérique.

Examen du projet d'engagement politique Accélérer la transition juste vers une énergie propre, durable et renouvelable

M. Antony Blinken a présenté le projet de document Accélérer la transition juste vers une énergie propre, durable et renouvelable pour examen par les délégations.

M. Frederick Mitchell, Ministre des affaires étrangères et du service public des Bahamas, a demandé la parole pour lire la note de bas de page qu'il inscrirait au paragraphe 9, qui traite du financement du climat et mentionne les banques multilatérales et régionales. La note indique, entre autres, que la délégation considère que le texte est insuffisant et manque d'une vision conforme aux objectifs de l'Accord de Paris et du Pacte de Glasgow pour le climat.

Le Secrétaire d'État des États-Unis a déclaré que l'intervention des Bahamas avait été notée. Puis, en l'absence d'autres commentaires de la part des délégations, il a déclaré que le document était adopté.

Examen du projet d'engagement politique Notre avenir vert et durable

Le Secrétaire d'État a soumis le projet de document sur l'avenir vert pour examen. En l'absence de commentaires, il a déclaré adopté le document Notre avenir durable et vert.

Examen du projet d'engagement politique Plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique

M. Antony Blinken a présenté le projet de document sur la gouvernance démocratique pour examen par les délégations.

La délégation de la Colombie, conduite par M^{me} Marta Lucía Ramírez, Vice-présidente et Ministre des relations extérieures de la Colombie, a pris la parole pour exprimer son soutien au document, tout en indiquant que les femmes auraient dû être incluses plus spécifiquement dans le texte, notamment en ce qui concerne leur contribution à la croissance du produit intérieur brut, la nécessité de promouvoir de meilleurs débouchés économiques, leur autonomisation par le biais des politiques publiques nationales et dans les banques multilatérales, ainsi que leur rôle dans la démocratie et la relance post-pandémie. Le Secrétaire d'État a remercié la Vice-présidente pour son intervention et l'a invitée à présenter une note de bas de page. De même, les ministres des Affaires étrangères du Canada et du Chili, M^{me} Mélanie Joly et M^{me} Antonia Urrejola Noguera, ont soutenu l'intervention de la Colombie. M. Antony Blinken a remercié les ministres des affaires étrangères et les a invitées à travailler sur une note de bas de page si elles le souhaitaient.

En l'absence de commentaires supplémentaires de la part des délégations, le Secrétaire d'État a déclaré adopté le Plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique.

M. Antony Blinken a remercié les délégations et a déclaré que les cinq documents ont été adoptés et qu'ils seront ensuite envoyés aux dirigeants des Amériques pour adoption plus tard dans la journée.

Dialogue ouvert entre les ministres des relations extérieures

M. Antony Blinken a invité les ministres des relations extérieures à prendre la parole sur d'autres sujets.

M. Santiago Cafiero, Ministre des relations extérieures de la République argentine, a remercié les coprésidents des groupes de travail qui ont mené les négociations des cinq documents. Il a également souligné que les thèmes choisis pour le Sommet font partie de l'ensemble des priorités identifiées par l'Argentine, qui assure la présidence *pro tempore* de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC). Il a également souligné la nécessité d'inclure tous les chefs d'État et de gouvernement au Sommet afin de relever le défi des inégalités auquel est confronté le continent américain, qui a été davantage affecté par la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il a également fait remarquer que les documents adoptés traitent indéniablement des inégalités, et a déclaré que cela contredit toute mesure unilatérale de blocus et de sanctions qui porte atteinte à

l'équité. Il a évoqué l'occupation britannique d'une partie du territoire de son pays et a remercié les pays présents d'avoir accompagné l'Argentine dans la promotion du dialogue. Enfin, il a fait valoir que l'OEA avait légitimé un coup d'État en Bolivie et a appelé à un retour au dialogue entre tous et à ne pas rejeter ces pratiques.

M. Eamon Courtney, Ministre des affaires étrangères du Belize, a ensuite soutenu les propos de la délégation de l'Argentine, notamment en ce qui concerne la nécessité de promouvoir un dialogue inclusif et de mettre fin aux sanctions, et a expliqué que le changement climatique, la guerre, la crise de la dette et la pandémie de COVID-19 devraient inciter à adopter une attitude différente.

M^{me} Antonia Urrejola Noguera, Ministre des relations extérieures de la République du Chili, a souligné l'engagement de son pays envers le processus des Sommets, dont le Huitième Sommet qui s'est tenu à Lima en 2018, et les rapports produits dans le cadre de son mécanisme de suivi. Elle a également souligné la nécessité que ces espaces de débat soient inclusifs. D'autre part, elle a souligné que, son gouvernement était féministe, il soutiendrait la note de bas de page dans le document sur la démocratie. Dans la même optique, elle a reconnu le concept de « femmes et filles dans toute leur diversité » et a exprimé son soutien à la note de bas de page promue par le Canada. Elle a conclu en remerciant le GRIC et le Secrétariat aux Sommets pour leur rôle dans le suivi des mandats.

Pour sa part, M. Roberto Álvarez, Ministre des relations extérieures de la République dominicaine, a soutenu l'inclusion de tous les États dans le Sommet et a souligné l'importance du travail en collaboration, en particulier face à des phénomènes tels que la pandémie. Il a abordé le phénomène de la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires résultant de la guerre en Ukraine et les mesures prises par son gouvernement pour en atténuer les effets. D'autre part, il a déclaré que la situation en Haïti s'est aggravée et qu'il est donc urgent d'obtenir un soutien particulier de la communauté internationale. De même, en ce qui concerne la gouvernance démocratique, il a énuméré certaines des politiques de son pays visant à promouvoir la transparence, l'accès à l'information, les processus de passation de marchés et d'appels d'offres, la réglementation des services publics, la simplification des procédures et le renforcement des organes de surveillance. Il a également souligné qu'au niveau international, il est important de travailler à la protection collective de la démocratie et à la mise en place d'instruments et de mécanismes qui complètent la Charte démocratique interaméricaine.

Ensuite, M^{me} Audrey Marks, Ambassadrice de la Jamaïque aux États-Unis et Représentante permanente près l'OEA, a souligné la participation active de son pays aux négociations en tant que coprésident du groupe de travail sur la transformation numérique. Elle a également souligné l'importance de mettre au point des stratégies collectives pour relever les défis communs. Le texte de son intervention a été publié sous la cote [GRIC/M.1/INF.21/22](#).

M. Mario Búcaro, Ministre des relations extérieures du Guatemala, a ensuite abordé les cinq documents à l'étude : concernant le plan sur la santé, il a souligné la nécessité de renforcer les capacités nationales et régionales ainsi que le développement et la production de matières premières, de médicaments et d'autres technologies, entre autres. En ce qui concerne la durabilité, entre autres, il a parlé de l'importance de penser à un avenir vert, tout en parlant d'un avenir bleu, comme cela a été discuté dans le cadre de l'Association des États des Caraïbes. En ce qui concerne l'accès à une énergie propre et renouvelable, il a souligné que cet objectif doit être atteint en favorisant l'accessibilité financière, la sécurité et la durabilité. Il a également parlé de développement économique et de modernisation de l'État avec une éducation de qualité dans la perspective de la transformation

numérique. En ce qui concerne la promotion d'une gouvernance transparente, il a réitéré son engagement envers la gouvernance démocratique et ses principes, annoncé la tenue d'un nouveau processus électoral et souligné qu'il espère pouvoir compter sur l'accompagnement de l'OEA. Enfin, il a appelé à respecter les cadres juridiques intérieurs de chaque État et à éviter de disqualifier les efforts nationaux de promotion des droits de la personne.

La présidence a ensuite donné la parole à la délégation de Trinité-et-Tobago, conduite par M. Amery Browne, Ministre des affaires étrangères et pour la CARICOM. M. Amery Browne a souligné les contributions de Trinité-et-Tobago en tant que petit État insulaire en développement dans le cadre des négociations des documents, en particulier sur la prise en compte des personnes d'ascendance africaine dans le document sur la démocratie. Pour le document sur la santé et la résilience, il a souligné les contributions de la délégation à la mention de l'approche « Santé pour tous » et l'accent mis sur les maladies non transmissibles. Concernant le document sur l'avenir vert, il a réitéré sa position sur l'impact spécifique du changement climatique sur les États des Caraïbes et l'importance du financement du climat. Pour le document sur l'énergie propre, il a salué les contributions de la délégation visant à inclure le terme juste dans le titre du document. En ce qui concerne les éléments transversaux, il a souligné la promotion de l'approche des groupes en situation de vulnérabilité, tels que les jeunes, et l'inclusion de ces derniers. Il a conclu en exprimant son soutien à l'inclusion de tous les États dans les Sommets.

Après l'intervention de la délégation de Trinité-et-Tobago, M. Marcelo Ebrad, Ministre des relations extérieures du Mexique, a souligné qu'il considérait l'exclusion de pays du continent comme une erreur stratégique, en parlant de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela, et a rejeté ce qu'il considérait comme le principe d'une intervention pour définir unilatéralement qui participerait au Sommet. De même, il a critiqué les blocus, les embargos et les sanctions contre les pays des Amériques, en particulier dans un contexte de pandémie. Il a fait valoir qu'il était nécessaire de promouvoir une véritable unité face aux nouveaux défis et que l'OEA était épuisée face à cette réalité. Il a également critiqué son rôle dans le coup d'État en Bolivie. Enfin, il a proposé la création d'un groupe de travail pour rétablir l'ordre interaméricain selon les principes de non-intervention et de bénéfice mutuel.

La présidence a ensuite donné la parole à la délégation du Pérou, au cours de laquelle l'Ambassadeur Paul Fernando Duclos Parodi a évoqué les résultats du Huitième Sommet, l'accent mis sur la lutte contre la corruption et son mécanisme de mise en œuvre qui s'inscrit dans l'architecture régionale et travaille en étroite collaboration avec la société civile. À cet égard, il a souligné que le Plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique s'appuie sur ce qui a déjà été convenu.

Par la suite, M. Albert Ramdin, Ministre des affaires étrangères, du commerce international et de la coopération internationale du Suriname, a abordé l'impact des nouveaux défis qui sont apparus même après le début des négociations. Il a également souligné l'importance d'aller au-delà de l'adoption des mandats et de travailler sur leur suivi, en les incorporant dans le travail des institutions du système interaméricain. Enfin, il a souligné la nécessité d'impliquer tous les États du continent.

Pour sa part, M. Julio Arriola, Ministre des relations extérieures du Paraguay, a souligné la pertinence et l'opportunité des thèmes du Sommet et les contributions de son pays à la recherche du consensus. Il a évoqué la menace que représente pour le continent la criminalité transnationale organisée et a appelé à une action commune pour la combattre.

Après l'intervention du Paraguay, M. Kenneth Darroux, Ministre des affaires étrangères, du commerce international et des relations avec la diaspora de la Dominique, a remercié les États-Unis d'Amérique pour avoir organisé le Sommet. Il a également soutenu les interventions de l'Argentine, du Belize et du Mexique sur la nécessité de mettre fin au blocus de Cuba et d'inclure ce pays dans les futurs Sommets.

M^{me} Marta Lucía Ramírez, Vice-présidente et Ministre des relations extérieures de la Colombie, a souligné l'importance de la démocratie. Elle a expliqué qu'il s'agissait d'un droit des habitants de la région et a précisé que cela ne devait pas être lié à des questions idéologiques. Elle a également souligné le rôle de la démocratie dans la promotion des investissements, du développement économique, de la création d'emplois et de l'exercice de la liberté de pensée, d'expression et de croyance. En outre, elle a souligné que le continent devait être uni pour faire face aux défis posés par la COVID-19, la hausse des prix due à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'accélération du changement climatique. Dans le même temps, elle a indiqué que cela ne signifiait pas mettre de côté les principes de la démocratie, et a souligné que la région a besoin de plus et non de moins d'OEA, et que l'OEA doit être renforcée dans ses capacités. Enfin, tout en reconnaissant la nécessité d'avancer ensemble, elle a déclaré que la démocratie et les droits de la personne doivent également être défendus ensemble.

L'Ambassadeur du Guyana, M. George Talbot, a ensuite souligné le rôle du processus des Sommets pour répondre aux défis que connaît la région, tels que la sécurité et la criminalité transnationale, et a noté qu'ils considèrent le consensus atteint comme une base sur laquelle construire une réponse à ces défis. Il a ajouté que l'accent devrait maintenant être mis sur la mise en œuvre, c'est-à-dire la traduction du consensus dans les documents en actions et initiatives. Il a conclu en soulignant l'importance d'être inclusif, indépendamment du pays d'origine ou de toute autre caractéristique.

M. Arnoldo André, Ministre des relations extérieures et des cultes du Costa Rica, a souligné la nécessité de renforcer les institutions démocratiques en les reliant à leur rôle dans la reprise économique post-pandémie. En ce qui concerne les documents, il a évoqué la nécessité de promouvoir la santé et la résilience ainsi que la sécurité sanitaire et de placer les populations au centre. Il a également souligné l'importance de conserver, rétablir et promouvoir l'utilisation durable de la biodiversité et le droit à un environnement sain, propre et sûr, ainsi que les solutions fondées sur la nature et son rôle dans la revitalisation économique, entre autres. Il a également appelé à une évolution vers des systèmes énergétiques durables et verts et a abordé le rôle des écosystèmes numériques dans l'efficacité économique et la compétitivité. Enfin, il a souligné le rôle de l'assainissement des finances publiques et a appelé à un financement équitable et sans conditions préalables pour aider les États.

Après l'intervention du Costa Rica, M. Alva Baptiste, Ministre des affaires étrangères de Sainte-Lucie, a évoqué la guerre en Ukraine et la pandémie et son impact sur les populations de la région, tout en abordant l'effet de celles-ci sur la situation fiscale de son pays. D'autre part, il a déclaré que la coopération internationale est d'une importance vitale, en particulier dans le domaine de la santé, et a exprimé sa déception quant à la non-inclusion de certains États, en particulier compte tenu de l'assistance sanitaire fournie par Cuba. De même, il a indiqué que la négociation du document sur la démocratie a exclu des pays.

M. Jerome Walcott, Ministre des affaires étrangères et du commerce international de la Barbade, a annoncé que son pays avait demandé un *ad referendum* sur les avant-derniers paragraphes du préambule des documents sur l'énergie et l'avenir vert, et a expliqué que cela était dû à ce qu'ils

considéraient comme un niveau d'ambition inférieur à celui exigé par ces thèmes. Il a ajouté qu'une catastrophe climatique est imminente, qui exige un engagement clair des États et des institutions financières multilatérales et régionales en faveur de la transition vers les énergies renouvelables. En même temps, dans l'intérêt du consensus et de la solidarité continentale, il a expliqué que sa délégation ne procéderait pas à l'insertion d'une note de bas de page dans ces documents.

La délégation d'Haïti, conduite par M. Jean Victor Génés, Ministre des affaires étrangères, a souligné que la région doit travailler ensemble pour faire face à l'impact de la guerre, de la pandémie, du phénomène de la migration, de la violence, de la criminalité et du changement climatique. Il a également appelé à une plus grande implication des États les plus avancés dans la promotion du développement des plus vulnérables. Il a également souligné que la question de la sécurité revêt une importance particulière pour son pays, car les gangs affectent le développement social et économique normal d'Haïti. À cet égard, il a appelé les États à travailler ensemble, tout en soulignant les efforts de son gouvernement pour promouvoir la bonne gouvernance dans un contexte difficile. De même, il a abordé le phénomène de la migration et expliqué qu'il est essentiel de créer les conditions du progrès et du développement économique, tout en promouvant le respect des droits fondamentaux de ceux qui doivent se déplacer. Enfin, il a remercié les personnes présentes et a annoncé qu'il espérait qu'il n'y aurait pas d'exclusions lors du prochain Sommet.

D'autre part, la délégation du Honduras, dirigée par M. Héctor Manuel Zelaya, a exprimé son soutien aux questions négociées dans le cadre du GRIC, ainsi qu'au document sur la migration. En ce qui concerne le document sur la gouvernance démocratique, il a réitéré la nécessité de revenir à des mesures favorisant la transparence et la lutte contre la corruption, et de s'attaquer aux causes de la migration. Il a repris l'idée de promouvoir un Sommet sans exclusions et de refonder la pensée du travail commun promu par le Mexique. Il a également rejeté les interventions telles que celles en Bolivie et les a comparées à ce qui s'est produit au Honduras dans le passé.

M^{me} Thelma Philipp-Browne, Ambassadrice de Saint-Kitts-et-Nevis aux États-Unis, a exprimé son soutien à la décision d'inclure la santé dans le Sommet et a évoqué l'impact disproportionné de la pandémie sur le continent. Elle a également demandé la fin de l'embargo sur Cuba. Enfin, elle a abordé le phénomène de la violence et son impact sur les jeunes et a demandé qu'il soit reconnu comme une question de santé publique.

L'Ambassadeur de la Bolivie, M. Héctor Arce, a fait écho aux déclarations concernant l'exclusion de trois États du Sommet. Il a fait valoir que cela ne tenait pas compte du mandat de non-intervention dans les affaires des peuples et de leur autodétermination. Il a également rejeté toute forme de blocus à l'encontre de pays, notamment en période de pandémie et de crise humanitaire. D'autre part, il a remercié l'Argentine, le Mexique et le Honduras pour leurs expressions de solidarité avec son pays, et a souligné qu'ils attendent une enquête impartiale sur ce qui s'est passé lors de la rupture de l'ordre constitutionnel subie en 2019. À cet égard, il a déclaré qu'avec l'approbation de la clause 3.g. du document sur la gouvernance démocratique, il s'attend à ce que des informations pertinentes sur le sujet soient mises à disposition, et a demandé au Secrétaire général de l'OEA de fournir ces informations. Il a réitéré ses remerciements au Mexique et à l'Argentine pour avoir donné l'asile aux personnes dans le besoin.

La coordinatrice nationale pour le Panama, M^{me} Carmen Inés Ávila, a souligné que les documents adoptés constituent une feuille de route qui renforcera les institutions démocratiques, contribuera au changement climatique et aidera à surmonter les inégalités et la pauvreté. Elle a

également réitéré l'intérêt exprimé lors de la réunion du GRIC d'inclure une note de bas de page lors de la mention des groupes en situation de vulnérabilité dans tous les engagements politiques.

La délégation du Brésil, conduite par l'Ambassadeur Otávio Brandelli, a souligné que les documents adoptés représentent les valeurs communes des pays du continent et a souligné que les différentes positions constituent en fait un atout pour la richesse culturelle et politique de la région. Le texte de l'intervention de la délégation a été publié sous la cote [GRIC/M.1/INF.20/22](#).

L'Ambassadeur Denys Toscano, de la délégation de l'Équateur, a souligné que les cinq thèmes constituent des piliers d'activités pour les relations continentales et a déclaré que son pays les considère comme des ouvertures vers de nouvelles possibilités de coopération. Il a déclaré qu'ils mettent les personnes au centre grâce au respect des droits de la personne, à la promotion d'actions inclusives et durables et au respect de la dignité humaine et des institutions démocratiques. En outre, il a illustré l'engagement de son pays dans la négociation des documents du Sommet, par son leadership au sein du groupe de travail sur Notre avenir vert et son rôle dans la création de ponts entre les différentes positions pour atteindre des objectifs communs. Enfin, il a fait valoir que la mise en œuvre des mandats sera déterminée autant par l'adhésion aux lois nationales que par la coopération internationale et l'investissement dans des politiques nationales et régionales qui les rendent réalisables. Dans le même temps, il a souligné que le programme continental nécessite une coopération holistique qui englobe non seulement les thèmes choisis, mais qui intègre également la sécurité et la lutte contre la violence et la criminalité transnationale organisée, la migration et l'intégration sociale, économique et commerciale.

En l'absence d'autres commentaires, les délégations ont été remerciées pour leur travail et leur dévouement tout au long du processus de négociation. La réunion a été déclarée close à 12 h 45 le 8 juin 2022.